



N°23 – septembre 2014

## Les comptes économiques de la Guadeloupe en 2013

### Une reprise lente, pénalisée par une consommation des ménages atone

Clémentine GARANDEAU, INSEE Direction Antilles-Guyane

En 2013, la Guadeloupe affiche un niveau de croissance faible, mais stable par rapport à 2012 : +0,7 % en volume (+0,8 % en 2012). Elle reste légèrement plus dynamique que celle observée pour la France entière (+0,3 %) et pour la Martinique (-0,5 %).

La consommation des ménages, encore motrice en 2012 (+0,9%), pèse sur l'activité en 2013 (contribution de -0,1 % point de PIB), malgré des prix à la consommation qui évoluent peu, et au même rythme que ceux en France : +0,9 %.

Les dépenses des administrations publiques contribuent également négativement à l'évolution du PIB en volume, à hauteur de 0,2 point, elles baissent de 0,4 % en euros constants.

En revanche, l'investissement se redresse : il augmente de 1,7 % en 2013, après avoir diminué de 1,2 % l'année passée, et contribue pour 0,3 point à la croissance.

Le commerce extérieur reste dynamique en 2013, du fait de mouvements importants sur les produits pétroliers. Les importations comme les exportations sont en hausse de respectivement 4,2 % et 3,8 % en volume. Au total, les échanges extérieurs pèsent sur l'activité guadeloupéenne en 2013 (contribution -1,1 point de PIB), en raison du fort contenu en import des produits.

Avec une population en hausse de 0,2 % en 2013, le PIB par habitant évolue de +0,5 % en euros constants. En Martinique, il augmente de 0,2 % et diminue de 0,2 % en France.

#### L'investissement soutient l'activité

Les principaux agrégats et leur évolution, en millions d'euros courants et en %

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2012	2013	Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut	7 972	8 103	0,7	1,0	1,6
Consommation des ménages	4 891	4 928	-0,1	0,9	0,7
Consommation des administrations publiques	3 541	3 563	-0,4	1,0	0,6
Investissement	1 433	1 465	1,7	0,5	2,2
Imports de biens et services	2 769	2 897	4,2	0,4	4,6
Exports de biens et services	783	830	3,8	2,1	6,0

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

#### PIB en volume et PIB en valeur

Le **Produit intérieur brut** (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la **croissance de l'économie**.

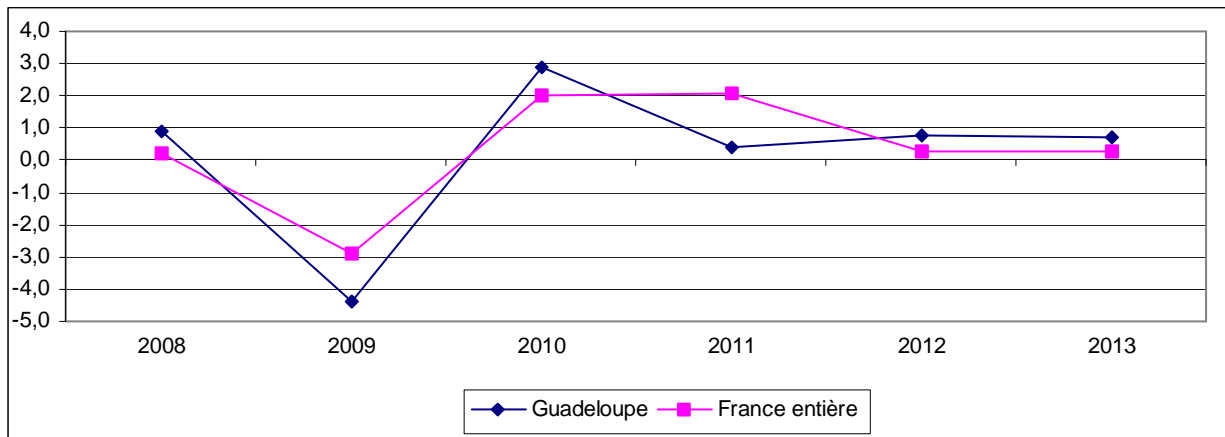
L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume + prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.

# L'économie de la Guadeloupe

## La croissance toujours au ralenti

Taux de croissance du PIB en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

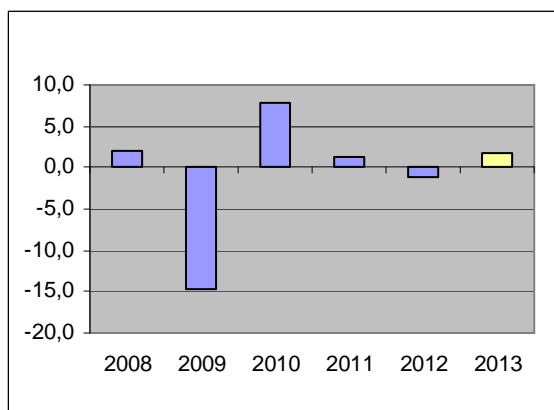
### L'investissement public soutient la croissance

Après avoir chuté de 1,2 % en volume en 2012, l'investissement enregistre une légère hausse en 2013 : il évolue de +1,7 % en volume. Il est principalement soutenu par l'investissement public.

L'investissement public, et plus précisément celui des collectivités locales et des hôpitaux est orienté à la hausse. L'investissement des collectivités locales, qui représente près de 85 % de l'investissement public augmente fortement, en ligne avec l'augmentation de l'encours des crédits d'investissement des collectivités locales qui augmente de 8,2 % en un an. Le port Guadeloupe Caraïbes investit 12,2 millions d'euros en 2013 dans divers projets comme le Grand projet de port à Jarry, la modernisation du terminal de Jarry ou encore l'aménagement du port de Basse-Terre.

### L'investissement se redresse

Évolution de l'investissement en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

L'investissement des ménages est porté essentiellement par les projets immobiliers. Les crédits à l'habitat des ménages représentent 68 % des crédits qui leur sont accordés. La croissance de l'encours des crédits à l'habitat des ménages reste soutenue en 2013 (+6 % en 2013, après +7 % en 2012 et +8 % en 2011) du fait des faibles taux d'emprunt.

L'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises redémarre (+1 % après -6 % en 2012). Le comité régional d'orientation (CRO) de la Banque Publique d'Investissement, mis en place en 2013 devrait contribuer à améliorer l'accès au crédit des TPE et des PME et encourager les entreprises à investir.

### L'inflation passe sous le seuil des 1 %

L'inflation est très modérée en 2013. Les prix à la consommation augmentent de 0,9 %, suivant l'évolution des prix au niveau France entière. En Martinique et en Guyane, les taux d'inflation sont légèrement plus élevés (respectivement +1,3 % et +1,4 %), restant proches de ceux de l'année passée.

Les prix de l'énergie sont à l'origine de la faible hausse des prix : ils diminuent de 0,3 %, en raison de la chute de 1,9 % des prix des produits pétroliers.

Cette baisse des prix de l'énergie s'observe aussi dans les deux autres DFA et en métropole. Elle vient compenser une forte hausse des prix de l'énergie l'année passée : le cours du Brent est en baisse de 5,7 % après une hausse de 9 % en 2012. En lien avec la faible évolution des prix de l'énergie, les prix des produits manufacturés sont quasi-stables (+0,5 % après +0,3 % en 2012).

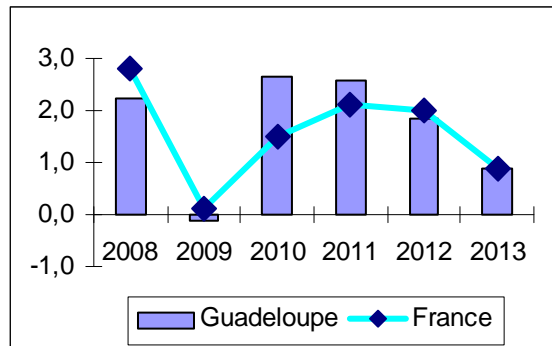
L'alimentation et les services sont les principaux secteurs qui contribuent à la hausse des prix. Les prix de l'alimentation augmentent de 2,1 %, les prix des services de 1,1 %.

# L'économie de la Guadeloupe

en raison du renchérissement des prix de l'alimentation hors produits frais (+2,7 %). Les prix des services augmentent de 1 %.

## L'inflation poursuit son ralentissement

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

## Attentisme des ménages

Malgré la faible évolution des prix, la consommation des ménages, encore motrice en 2012, pèse sur l'activité en 2013. Elle diminue de 0,1 % en volume après avoir augmenté de 0,9 % en 2012.

Le taux de chômage atteint 26,4 % en 2013, et reste deux fois supérieur au chômage enregistré pour la France entière. Cette augmentation par rapport à 2012, n'incite pas les ménages à la consommation, au contraire la baisse des revenus du travail pèse directement sur leur pouvoir d'achat et donc sur leur niveau de consommation.

Les importations de biens manufacturés à destination des ménages diminuent, celles de produits des industries agro-alimentaires également, à hauteur de 8 % en volume. Le nombre de véhicules neufs immatriculés en 2013 recule de 5 %, comme l'année précédente.

Confirmant cet attentisme, l'encours des crédits à la consommation des ménages stagne : il baisse légèrement (-0,1 %), après une hausse de 0,5 % en 2012.

Le **dispositif bouclier qualité-prix** mis en application en mars 2013 dans le cadre de la loi Lurel contre la vie chère propose un panier de 100 produits de grande consommation à prix réduits et réglementés (360 euros au lieu de 402 euros) dans 16 grandes surfaces.

## Les dépenses des administrations diminuent

Les dépenses des administrations se contractent en 2013 : elles diminuent de 0,4 % en volume alors qu'elles augmentaient encore en 2012 (+2,4 %).

La masse salariale des fonctionnaires stagne, tandis que le salaire moyen par tête évolue très peu en raison du gel du point d'indice de la fonction publique (+0,1 %).

Des économies sont réalisées sur les achats et charges externes des administrations publiques, en particulier dans les collectivités locales.

## Des échanges commerciaux dynamiques

En lien avec la hausse de l'investissement et son fort contenu en import, les importations augmentent de 4,2 % en volume, et de 4,6 % en valeur.

Les entreprises investissent davantage, compensant leur retenue de l'année passée. Les importations de biens d'équipement qui leur sont destinés augmentent significativement : +18 % en valeur après une baisse de 11,4 % en 2012. Elles contribuent en grande partie à la hausse globale des importations.

En revanche, les ménages sont prudents. Ils consomment moins qu'en 2012. Cela se traduit notamment par une diminution des importations de produits agro-alimentaires et de biens manufacturés qui les concernent.

## Les échanges s'intensifient

Évolution des échanges extérieurs en valeur : taux de croissance en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Les exportations progressent de 3,8 % en volume, et cette hausse s'explique pour moitié par la hausse de la contribution des exports de biens manufacturés.

Les exportations de produits pétroliers raffinés restent volatiles, et retrouvent leur niveau de 2011 après la chute de 2012.

# L'économie de la Guadeloupe

Les exportations de bananes augmentent fortement en 2013 (+ 10 % en volume), en raison d'une hausse de la productivité liée à des conditions météo favorables.

A l'inverse, la récolte de la canne à sucre ayant été affectée par de mauvaises conditions climatiques et des conflits sociaux, les exportations de sucre et de rhum chutent fortement. La quantité de sucre produite baisse de 15 %, et celle de rhum de 9,8 %.

## Le trafic aérien s'intensifie à Pôle Caraïbes

En 2013, le nombre de passagers comptabilisés à l'aéroport Pôle Caraïbes augmente de 2 %, franchissant ainsi le cap des 2 millions de passagers. L'aéroport devient le 10<sup>ème</sup> aéroport de France et premier des DOM, juste devant la Réunion et la Martinique.

Le trafic avec la France métropolitaine représente plus de 60 % du trafic aérien guadeloupéen. Le trafic métropole-Guadeloupe augmente ainsi de 7 % par rapport à 2012 pour atteindre 1 217 973 passagers.

Les échanges avec les deux autres DFA sont à la baisse : -1,6 % en un an avec 396 900 passagers, soit 20 % du total des passagers.

Dans un contexte économique difficile, le nombre de nuitées dans les hôtels de Guadeloupe diminue légèrement par rapport à 2012 (-0,5 %). Les touristes font le choix d'un hébergement plus économique. L'hôtellerie souffre particulièrement de cette situation tandis que les hébergements comme les gîtes ou la location bénéficient d'un report de clientèle.

## METHODOLOGIE

### Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, le compte rapide 2013 de la Guadeloupe repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

### Des données en base 2005

Les données diffusées ici sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

### Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guadeloupéenne

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Dans les trois DFA, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

## Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guadeloupe », consultables sur [www.cerom-outremer.fr/guadeloupe](http://www.cerom-outremer.fr/guadeloupe) et sur [www.insee.fr/guadeloupe](http://www.insee.fr/guadeloupe)
- « La Guadeloupe en 2013 », Rapport annuel de l'IEDOM - juin 2014 sur <http://www.iedom.fr>
- « Bilan économique 2013 en Guadeloupe », Antiane-Eco n°77, Insee - juin 2014
- « L'activité ralentit encore » - Comptes rapides 2012, décembre 2013
- « Une reprise en demi-teinte » - Comptes rapides 2011, septembre 2012
- « Une économie en repli », Comptes rapides 2013 Martinique, septembre 2014
- « Une croissance soutenue malgré une stagnation de l'investissement et le ralentissement de la consommation des ménages », Comptes rapides 2013 Guyane, septembre 2014

Directeur de la publication :  
Didier  
BLAIZEAU

© Insee - Iedom  
- AFD - 2014